

Alexandre ADLER [Présentation]

Le nouveau Rapport de la CIA : comment sera le monde en 2025 ?

(Robert Laffont, 2009, 298 p., 17 €)

Le monde en 2025 selon la CIA

La lecture du dernier rapport de la CIA sur « le monde en 2025 » ne fournit guère de renseignements qu'un observateur ordinaire de l'économie et de la politique mondiale aurait ignorés. Par contre elle nous permet de mieux connaître le mode de pensée de la classe dirigeante étasunienne et d'en identifier les limites. Je résumerai mes conclusions de cette lecture dans les points suivants : (i) la capacité de « prévoir » de Washington étonne par sa faiblesse ; on a le sentiment que les rapports successifs de la CIA sont toujours « en retard » sur les événements, jamais en avance ; (ii) cette classe dirigeante ignore le rôle que les « peuples » jouent parfois dans l'histoire ; elle donne le sentiment que les opinions et les choix des classes dirigeantes comptent seuls, et que les peuples « suivent » toujours ces derniers choix pour s'y adapter sans jamais parvenir à les mettre en échec et encore moins à imposer des alternatives différentes ; (iii) aucun des « experts » dont l'opinion aurait été retenue n'imagine possible (et encore moins « acceptable ») un mode de gestion de l'économie autre que celui dont l'économie conventionnelle reconnaît le caractère prétendu « scientifique »

(l'économie capitaliste « libérale » et « mondialisée »), il n'y aurait donc pas d'alternative crédible (et donc éventuellement possible) au « capitalisme libéral » ; (iv) l'impression qu'on tire de cette lecture est que, de surcroît, l'establishment étasunien conserve quelques solides préjugés, notamment à l'égard des peuples d'Afrique et d'Amérique latine.

Le rapport précédent – « le monde en 2015 » – n'avait pas imaginé que le mode de financiarisation du capitalisme des oligopoles devait nécessairement conduire à un effondrement comme cela s'est produit en 2008 et avait été prévu et décrit des années auparavant par des analystes critiques que les experts de l'establishment étasunien ne lisent jamais (dont François Morin, John Bellamy Foster et moi-même). De la même manière l'échec militaire en Afghanistan n'avait pas été imaginé et c'est seulement dans ce dernier rapport que l'idée d'un abandon partiel de la stratégie de Washington de contrôle militaire de la planète est envisagée – évidemment suite à son échec !

Aujourd'hui encore donc (dans la perspective de 2025) le rapport affirme sans hésitation « qu'un effondrement de la mondialisa-

tion» reste impensable. Notre hypothèse est au contraire qu'il y a une forte probabilité de « déglobalisation » par la constitution de régionalisations robustes et déconnectées (au sens que les rapports que ces régions entretiendraient entre elles seront l'objet de négociations ne remettant pas en cause gravement leur autonomie relative).

D'une manière générale « l'hégémonie » des États-Unis, dont le déclin est visible depuis plusieurs décennies, affirmée pourtant dans le rapport précédant comme toujours « définitive », est désormais imaginée comme « écornée », mais néanmoins toujours robuste.

194

Il est coutumier que les classes dirigeantes n'imaginent pas le terme possible du système qui assure la perpétuation de leur domination. Les « révolutions » sont donc toujours, pour elles, non seulement des « catastrophes », mais encore des accidents imprévisibles, inattendus, « irrationnels ». Cette myopie fatale leur interdit de sortir du cadre d'une prétendue « real-politik » (fort peu réaliste en réalité!) dont le parcours est façonné exclusivement par les effets des calculs, des alliances et des conflits concernant les seules classes dirigeantes. La géopolitique et la géostratégie sont alors strictement enfermées dans l'horizon des possibilités conformes à ces jeux. Les raisonnements développés par les analystes de la CIA, concernant les différentes options possibles de la classe dominante étasunienne (et de ses alliés subalternes européens et japonais), en réponse à celles de leurs adversaires sérieux (les pays « émergents », Chine en

premier lieu) et aux oscillations chaotiques possibles d'autres, sont certainement fondées.

Mais il reste que l'éventail des objectifs et des stratégies mises en œuvre par les États, les nations et les peuples des périphéries du système mondial (qu'il s'agisse des pays émergents ou de ceux qui sont marginalisés) est sérieusement rétréci par le préjugé « libéral » fondamental. La contradiction fondamentale à laquelle les classes dirigeantes des pays concernés sont confrontées est ignorée. Que ces classes soient « pro-capitalistes », au sens large du terme, n'est pas discutable, mais évident. Il reste que leurs projets capitalistes ne peuvent se déployer que dans la mesure où les stratégies mises en œuvre contraignent alors, avec succès, les centres impérialistes à reculer. Le rapport sous-estime largement cette contradiction pour se satisfaire de ce qui paraît encore correct aujourd'hui, à savoir que les pouvoirs en place (en Chine, en Inde, au Brésil, en Russie et ailleurs) ne remettent pas (encore?) en cause les fondements de l'ordre international. Il en est ainsi parce que dans la phase précédente de déploiement de la mondialisation, celle que j'ai qualifiée de « belle époque » (1980-2008) les pays émergents étaient effectivement parvenus à « tirer profit » de leur insertion dans la mondialisation en opération. Mais cette phase est désormais close et les classes dirigeantes des pays concernés devront le constater et, partant, mettre en œuvre des stratégies de moins en moins « complémentaires » de celles déployées par les oligopoles du centre im-

périaliste, en fait donc de plus en plus conflictuelles avec celles-ci. Un facteur décisif—ignoré par les analystes de la CIA—accélérera probablement cette évolution : la difficulté à concilier une croissance « capitaliste » forte et des réponses acceptables aux problèmes sociaux associés à celle-ci, à laquelle se heurtent les pouvoirs en place dans les périphéries du système.

Les experts de la CIA ne font pas la distinction entre les classes dirigeantes du centre impérialiste et celles des périphéries, puisqu'elles sont toutes « pro-capitalistes ». Pourtant, à mon avis, cette distinction est essentielle. Les classes dirigeantes de la triade impérialiste—les serviteurs fidèles des oligopoles—ne sont effectivement pas « menacées », du moins dans l'avenir visible. Elles garderont donc probablement l'initiative dans la gestion de la crise, en faisant marginalement si nécessaire quelques concessions aux revendications sociales. Par contre les classes dirigeantes des périphéries sont dans des positions beaucoup moins confortables. Les limites de ce que peut produire la voie capitaliste sont ici telles que leur relation aux classes populaires demeure ambiguë. Des évolutions dans les rapports sociaux de force, favorables à des degrés divers aux classes populaires, sont ici possibles, et même probables. La convergence entre le conflit qui oppose l'impérialisme aux peuples et nations des périphéries d'une part et celui qui oppose le capitalisme à la perspective socialiste d'autre part est à l'origine de la position inconfortable des

classes dirigeantes pro-capitalistes au pouvoir dans le Sud.

Faute de saisir la nature de cette contradiction majeure, les experts de l'establishment étasunien considèrent que l'option du « capitalisme d'État » (de la Chine et de la Russie) n'est pas viable et doit conduire un jour ou l'autre à une restauration du capitalisme libéral. L'autre possibilité, qui leur échappe, est que ce capitalisme d'État évolue « à gauche », sous la pression victorieuse des classes populaires.

Les scénarios envisagés dans le rapport sont de ce fait fort peu réalistes. L'imaginaire de Washington ne va pas au-delà du préjugé selon lequel le succès même de la croissance forte des pays émergents renforcera les classes moyennes qui aspireront à la fois au capitalisme libéral et à la « démocratie », définie bien entendu selon la formule en cours en Occident (pluripartisme et système électoral de la démocratie représentative), la seule formule de démocratie reconnue par l'establishment occidental. Que les classes moyennes en question n'aspirent pas à la démocratie parce qu'elles savent que le maintien de leurs privilèges exige la répression des revendications populaires ne vient pas à l'esprit de nos « experts ». Qu'en conséquence la démocratisation, associée au progrès social et non dissociée de celui-ci comme c'est le cas dans le modèle de la « démocratie » représentative » préconisée, doive emprunter d'autres voies est tout également étranger à leur mode de pensée.

D'une manière générale, les « experts » du libéralisme ignorent la possibilité d'une intervention

des peuples dans l'histoire. En lieu et place ils survalorisent le rôle des « individus exceptionnels » (comme Lénine et Mao, à l'intervention desquels les révolutions russe et chinoise est attribuée, comme s'il n'y avait eu aucune situation objective qui rendait prévisibles ces révolutions, quelque ait été le rôle de ses dirigeants!).

Ce qu'on peut tirer du jeu des « scénarios » imaginés dans le cadre du mode de pensée limité des experts libéraux est finalement maigre. Beaucoup de détails intéressants (et sans doute correctement saisis), aucune vue d'ensemble qui entraîne la conviction, puisque les contradictions majeures qui donnent sens et portée aux luttes et aux conflits sont ignorées.

196

Par exemple la longue liste des innovations technologiques susceptibles de s'imposer n'apprend pas grand-chose. Sauf que — mais nous le savons déjà — les pays émergents (la Chine et l'Inde en particulier) sont capables d'en maîtriser le contrôle. La question véritable qui se pose ici, pour ces pays comme pour les pays « nantis » de la triade, concerne l'usage de ces technologies, les intérêts sociaux au service desquels elles seront mises en œuvre, les « problèmes » à la solution desquels elles peuvent contribuer et en contrepoint, les « problèmes » sociaux supplémentaires que ces usages génèrent. Aucune de ces questions majeures n'est étudiée dans le rapport.

Les experts de l'establishment étasunien ne s'intéressent qu'aux choix « possibles » des classes dirigeantes des « pays qui comptent » (la Chine en premier lieu, ensuite la Russie et l'Inde, puis l'Iran et

les pays du Golfe, enfin le Brésil). L'Europe, à leur avis, n'existe pas (et sur ce point ils ont certainement raison) et de ce fait restera forcément alignée sur les choix de Washington. L'illusion qu'ils peuvent se faire sur les pays du Golfe est instructive : « riches » ces pays doivent « compter », le fait qu'on puisse être riche et insignifiant (ce que je crois être le fait pour ces classes dirigeantes) ne leur paraît pas « imaginable ». J'avais pourtant écrit une critique amusante du projet de Dubaï, avant son effondrement prévisible. Leur crainte concernant l'Iran, non pas pour son « régime islamique » mais parce que cette grande nation n'accepte pas la résignation, est par contre fondée.

Il reste certainement un zeste de racisme dans le jugement porté par ces experts sur l'avenir de l'Afrique et de l'Amérique latine.

L'Afrique ne comptera toujours pas, et restera ouverte au pillage de ses ressources. Le seul problème pour eux est qu'ici les États-Unis (et leurs alliés subalternes européens) se trouveront désormais en concurrence difficile avec les appétits de la Chine, de l'Inde et du Brésil. La crainte n'est pas sans fondement. Mais la possibilité d'un rapport Sud/Sud associant les « pays émergents » (Chine, Inde et Brésil) et l'Afrique d'une nature quelque peu différente au rapport impérialiste de pillage classique, et que ce rapport puisse contribuer à sortir l'Afrique de sa situation de région « marginalisée » (« exclusion programmée ») pour entrer enfin dans l'ère de l'industrialisation, ne leur paraît pas être digne de réflexion.

L'Amérique latine de son côté n'inquiète toujours pas Washington. Le seul pays « émergent » – le Brésil – restera « sage ». Le modèle de l'intégration irréversible dans l'espace dominé par les États-Unis que le Mexique illustre, leur paraît être à la longue la destinée inévitable du continent. Les « avancées » révolutionnaires (Cuba, le Venezuela, la Bolivie) sont considérées comme destinées à faire faillite.

Les « scénarios » dessinés dans le rapport, dans ces conditions, renseignent plus sur les limites de la pensée dominante aux États-Unis que sur les probabilités de leur réalisation.

Le premier de ces scénarios consacre une victoire éclatante de la Chine s'imposant comme nouvelle « puissance hégémonique », entraînant dans son sillage une Russie renouée (c'est-à-dire ayant réussi à diversifier et moderniser son industrie et en particulier ses industries de pointe fondées sur un système d'éducation performant ; sortie donc de la situation réduite à celle d'un exportateur de pétrole et de gaz), une Inde autonome mais résignée, un Iran (« islamiste » ou pas) devenu acteur dominant au Moyen-Orient. La « Conférence de Shanghai » victorieuse réduit l'OTAN au statut d'une alliance impuissante – voire ridicule – contrainte de renoncer définitivement à son projet de « contrôle militaire de la Planète » et à ses interventions sous le prétexte de « guerre au terrorisme ». L'alliance de Shanghai garantit l'accès de la Chine et de l'Inde à 70% des productions de pétrole et de gaz du Moyen-Orient.

Cette image – outrageusement forcée – remplit une fonction idéo-

logique évidente. Il s'agit d'agiter le spectre du « péril jaune » et de mobiliser les Européens, voire les Arabes (du Golfe en particulier) derrière le plan de « résistance » de Washington. L'image est forcée parce que la Chine (ses classes dirigeantes – fussent-elles « pro-capitalistes ») n'a pas l'objectif de s'imposer comme puissance « hégémonique » planétaire. Beijing est suffisamment réaliste pour savoir que cela serait un objectif démentiel par son irréalisme. Par contre et précisément parce que la Chine sait que les moyens qu'elle peut déployer pour imposer aux États-Unis, à l'Europe et au Japon le respect de ses droits (entre autres l'accès au pétrole) sont limités, Beijing pourrait concevoir que leur puissance serait renforcée si la Chine parvenait à entraîner, avec elle (et non « derrière » elle) l'ensemble du Sud.

Le second « scénario » consacre, à l'opposé, l'échec retentissant du « Plan de Shanghai », l'éclatement du groupe éphémère que représente le BRIC, la montée en ligne du conflit Chine/Inde, la stagnation de la Russie et l'avortement du projet nationaliste de l'Iran. Rien de cela n'est rigoureusement impossible. Il reste que ce succès « total » des États-Unis ressemble trop à ce que Washington souhaiterait pour être crédible.

L'analyse que je propose – en contrepoint des élucubrations de Washington (et de bien d'autres inspirés par la même méthode de pensée) – est fondée sur d'autres principes de réflexion, associant ouvertement celle-ci aux objectifs de « transformation » du monde (c'est-à-dire à la fois de l'ordre social dans les pays concernés

et des équilibres internationaux) qu'on souhaite promouvoir. La méthode exige qu'on donne sa place à un « autre point de vue social », celui qui répond aux intérêts des classes populaires et des nations.

Un « monde meilleur » implique à la fois des équilibres sociaux à l'intérieur de chacune des composantes nationales du système plus favorables aux classes populaires et simultanément un ordre international négocié plus favorable aux pays du Sud, « émergents » ou « marginalisés ». La seule question qui se pose est donc : quels sont les agents possibles qui peuvent agir dans ce sens et quelles stratégies sont-ils en mesure de déployer à cet effet ? Dans cet esprit le « conflit Nord/Sud » et la lutte pour le dépassement socialiste du capitalisme sont indissociables du point de vue des peuples, même s'ils sont « dissociés » en fait dans les stratégies déployées par les classes dirigeantes du Sud aux postes de commande.

Toutes les « avancées », même modestes, encore fragmentées et partielles, qui vont dans le sens de nos espoirs et souhaits doivent être soutenues. Par exemple une réorientation du développement donnant plus de place au marché

interne, et moins d'importance décisive aux exportations. Par exemple un renforcement des relations de coopération Sud/Sud. Mais il reste nécessaire d'aller bien au-delà de ce qu'on voit déjà amorcé ici et là, en réponse à la crise, en particulier en ce qui concerne la nouvelle coopération Sud/Sud. Celle-ci n'aura de sens que si elle permet aux pays encore « exclus » (l'Afrique en particulier) d'entrer dans l'ère de l'incontournable industrialisation.

Associer le renforcement du progrès social à l'intérieur des nations et celui de l'autonomie dans les rapports internationaux implique nécessairement des avancées démocratiques. Mais la démocratisation passe ici par la lutte des classes, qui est le seul moyen par lequel les classes populaires peuvent imposer leur plus grande participation aux pouvoirs réels de décision et non par le renforcement des pouvoirs de la « classe moyenne », obtenu par une démocratie représentative « à l'occidentale », la seule évidemment que connaissent les experts de l'establishment étasunien.

SAMIR AMIN